COMMUNIQUÉ DE PRESSE

12 novembre 2026

CP 21.2026

Pouvoir de vivre : un Français sur deux peine à vivre dignement. Où est passé le quotidien des familles dans le débat politique ?

Le premier Baromètre du pouvoir de vivre 2026, publié par le Pacte du pouvoir de vivre et la Fondation Jean-Jaurès, en collaboration avec Ipsos-BVA, dresse un constat alarmant : vivre correctement et dignement devient de plus en plus difficile pour une part considérable de la population.

Les chiffres sont sans appel : **un Français sur deux déclare avoir des difficultés à vivre correctement avec les ressources de son foyer.** Et cette fragilité ne concerne pas uniquement les personnes en situation de pauvreté. Elle touche également les salariés, les familles et les classes moyennes, dont les marges de manœuvre financières se réduisent.

Quelques chiffres illustrent particulièrement cette réalité :

- **65 % des ouvriers et 63 % des employés** déclarent avoir des difficultés à vivre correctement.
- **50 % des Français** ont renoncé à la qualité des aliments qu'ils souhaitaient acheter pour des raisons financières.
- **19 %** ont dû renoncer à certains repas.
- **77 %** déclarent avoir renoncé à des soins au cours des douze derniers mois.
- **59 %** craignent que leurs dépenses d'énergie dégradent leur niveau de vie.
- **Plus de 30 %** des personnes ne perçoivent pas une aide à laquelle elles pourraient prétendre.

Derrière ces statistiques, il y a des familles qui doivent choisir entre se nourrir correctement, se chauffer, se déplacer ou se soigner. Il y a des parents qui renoncent, des enfants qui subissent les conséquences de la précarité et des salariés qui, malgré leur travail, ne parviennent plus à vivre dignement.

Le travail ne protège plus systématiquement de la pauvreté et les besoins essentiels deviennent des variables d'ajustement budgétaire. Cette situation n'est pas acceptable.

À quelques mois de l'élection présidentielle de 2027, La CSF s'inquiète de voir le débat politique se focaliser une nouvelle fois sur la dette publique, l'immigration et l'insécurité, au risque de reléguer au second plan les préoccupations quotidiennes de millions de familles.

L'insécurité préoccupe naturellement les Français, mais le baromètre rappelle également que 42 % d'entre eux identifient les inégalités économiques et sociales comme une cause majeure des tensions dans notre société.

La Confédération Syndicale des Familles
Ensemble pour construire l'avenir au service des familles
53, Rue Riquet - 75019 PARIS - 01.44.89.86.80 - 01.40.35.29.52
contact@la-csf.org – www.la-csf.org

Il est temps de regarder la réalité en face : **comment prétendre répondre aux préoccupations des Français sans parler du coût de la vie, du logement, de l'alimentation, de l'accès aux soins et de la précarité énergétique ?**

Pour La CSF, ces sujets doivent être au cœur du débat présidentiel. Nous demandons des politiques publiques ambitieuses pour garantir des revenus dignes, protéger les consommateurs, rendre les besoins essentiels accessibles à toutes les familles et lutter réellement contre les inégalités.

Vivre dignement ne devrait pas être un privilège. Le pouvoir de vivre est un droit, et il est urgent que les responsables politiques en fassent une priorité.

Contact Presse :
Antoine Tirot
Responsable Confédéral du secteur Consommation/Économie/Environnement
Confédération Syndicale des Familles
53 rue Riquet - 75019 Paris
Tel : 01.44.89.86.84 - Portable : 07.49.35.31.65
Mail : atirot@la-csf.org